

Le bras de fer sur le portefeuille de la Fonction publique se poursuit entre Macron et Guerini

Bastien Scordia

Le ministre sortant de la Transformation et de la Fonction publiques, qui ne figure pas parmi les ministres de plein exercice au sein du gouvernement Attal annoncés le 11 janvier, remportera-t-il son bras de fer ? Lors de la réception de ses troupes à l'Élysée, lundi 15 janvier, le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé bel et bien vouloir reconduire la mission de Stanislas Guerini.

Mais depuis le 11 janvier, le titre de Stanislas Guerini pose problème. En choisissant un gouvernement resserré de 11 ministres de tête, au lieu de 16 dans la précédente équipe, le Président a dû rétrograder certains d'entre eux, dont Stanislas Guerini. Le chef de l'État l'a ainsi privé du titre de ministre de plein exercice et lui a proposé de poursuivre sa mission avec celui de ministre délégué, ce que l'intéressé a refusé. Pour ce macroniste de la première heure, ancien patron du parti présidentiel, pressenti par certaines gazettes comme possible ministre de l'Éducation nationale, la rétrogradation a été brutale. Depuis quatre jours, les 2 hommes négocient âprement, envoyant tour à tour des "petits messages".

"Nous aurons à porter une réforme historique de la fonction publique préparée par Stan, a lancé, le 15 janvier, le chef de l'État devant ses troupes et en présence même de l'intéressé. Et je ne veux pas faire de scoop, mais il aura à la porter." L'occasion pour Emmanuel Macron de confirmer que la réforme de la fonction publique amorcée par Stanislas Guerini figure donc toujours bien au menu de l'exécutif. Mais le chef de l'État n'a parlé ni du titre ni du bras de fer qui l'oppose à ce fidèle, qui prépare déjà depuis six mois la réforme de la fonction publique.

"Soutien à la réforme" et "signe de confiance"

Censée être présentée au mois de février, cette réforme vise à rendre la fonction publique *"plus moderne et plus attractive"* avec à la clé, notamment, le développement de la rémunération au mérite dans la fonction publique, ce qui ne manque déjà pas d'irriter les syndicats.

Les propos d'Emmanuel Macron traduisent une marque de *"soutien fort à la réforme"* ainsi que le *"signe d'une confiance personnelle"* à l'égard de Stanislas Guerini, explique une source d'*Acteurs publics*. Quant au périmètre et au portefeuille précis de la Fonction publique, *"ce n'est pas encore calé à ce stade"*, explique cette source.

Une nouvelle vague de nominations de ministres devrait intervenir d'ici la fin du mois. De quoi laisser du temps à Stanislas Guerini pour faire encore pression sur l'Élysée et Matignon afin de continuer à disposer d'un ministère de plein exercice. À moins que la déclaration d'Emmanuel

Macron ne doive être interprétée comme un coup de pression pour que Stanislas Guerini reste à son poste, mais avec un titre de ministre délégué...